

SENAT - Mardi 17 juillet 2012

- Présidence de M. Daniel Raoul, président -

Audition de M. François Houllier, candidat désigné aux fonctions de président de l'Institut national de la recherche agronomique

La commission procède tout d'abord à l'audition de M. François Houllier, en application des dispositions de la loi organique n° 2010-837 et de la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relatives à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution.

M. Daniel Raoul, président. - En application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution, nous allons procéder à l'audition de M. François Houllier, candidat aux fonctions de président de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA). Sa nomination par décret en Conseil des ministres ne peut intervenir qu'après l'audition du candidat devant les commissions compétentes du Parlement. Les modalités de cette audition publique et du vote ont été précisées par la loi organique et la loi ordinaire du 23 juillet 2010. Nous attendons votre audition par l'Assemblée nationale pour dépouiller le vote, mardi 24 juillet en fin d'après-midi.

En application de l'article 13 de la Constitution, le président de la République ne pourrait procéder à cette nomination, si l'addition des votes négatifs de chaque commission représentait au moins trois cinquième des suffrages exprimés dans les deux commissions.

Monsieur le délégué général, vous postulez à la succession de Marion Guillou, qui a exercé deux mandats à la tête de l'INRA. Vous en connaissez bien les rouages pour y avoir occupé diverses fonctions depuis 1998. Quel est votre projet stratégique pour le premier institut de recherche agronomique européen dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation et de l'environnement ? Il ne faudrait pas que cet établissement connaisse le même sort que l'INSERM ou le CNRS. Quelle part prenez-vous aux investissements d'avenir, quelle coopération entendez-vous développer avec les autres organismes de recherche et que pensez-vous des plantes génétiquement modifiées (PGM). Quel jugement portez-vous sur les « péripéties » de Colmar ? Les positions devront obligatoirement évoluer puisqu'il va falloir nourrir 9 milliards d'habitants et affronter l'impact des changements climatiques sur les productions agricoles.

M. François Houllier, candidat à la présidence de l'INRA. - Je suis très honoré que les deux ministres de tutelle aient proposé mon nom et que le Premier ministre envisage de le soumettre au président de la République. M'exprimer devant vous est également un honneur car le Sénat représente les territoires de notre pays, territoires dans lesquels l'INRA est profondément ancré, et cette audition constitue une première, la procédure s'appliquant pour la première fois à mon établissement.

C'est comme scientifique et administrateur de la recherche que je me présente à ce poste de haute responsabilité. La recherche et l'innovation ont un rôle déterminant à jouer dans une société de la connaissance ; de surcroît, les activités de l'INRA concernent un secteur majeur de l'économie française et, plus généralement, des domaines - l'alimentation, l'agriculture et l'environnement - essentiels pour l'avenir.

Quels sont les points forts de mon parcours ? Doctorant, puis partenaire extérieur, directeur d'une unité mixte de recherche, chef de département, directeur scientifique et, enfin, directeur général délégué, j'ai découvert différentes facettes de l'INRA. Ingénieur, enseignant-chercheur, chercheur, gestionnaire de la recherche, j'ai exercé en France et à l'étranger divers métiers aux ministères de l'agriculture et des affaires étrangères, avec des organismes de recherche, des universités et des écoles d'ingénieurs. J'ai travaillé avec de nombreux opérateurs français, européens ou internationaux. Mes activités ont porté sur la production, l'écologie et la biodiversité des forêts et sur la modélisation des plantes. Elles se sont élargies à d'autres domaines : en Inde, où j'ai eu la chance de diriger l'Institut français de Pondichéry, un institut pluridisciplinaire alliant écologie, géomatique, sciences humaines et sociales ; dans un cadre paneuropéen, lorsque j'ai présidé l'Institut forestier européen ; à l'INRA, comme directeur scientifique en charge du secteur des productions végétales, puis comme directeur général délégué supervisant son dispositif scientifique. J'ai alors porté une grande attention à la cohérence entre nos orientations scientifiques nationales et leur inscription territoriale. J'ai mis en place des groupements d'intérêt scientifique associant l'ensemble des acteurs publics et privés concernés, comme le GIS Biotechnologies vertes qui implique le CNRS, le Cirad, le CEA, l'IRD et l'INRA ainsi que des instituts

techniques, des semenciers, des pôles de compétitivité et des entreprises de l'aval des filières végétales. J'ai aussi développé la programmation de l'INRA pour traiter de grands enjeux : l'adaptation de l'agriculture et de la forêt au changement climatique, la gestion intégrée et durable de la santé animale et de la santé des cultures, la sécurité alimentaire.

A cinquante trois ans, je me présente donc à vous, fort de cette expérience et de quelques convictions : j'ai le goût de la collaboration, entre disciplines, entre individus, entre partenaires ayant des missions et fonctions différentes mais des ambitions et des objectifs communs ; j'ai aussi le goût des allers-et-retours entre l'approfondissement des connaissances et leur transformation en applications concrètes. De plus, je m'intéresse à la coopération scientifique internationale, parce que l'exercice individuel de la recherche est par essence international, mais aussi parce que les défis adressés à la recherche agronomique sont globaux.

Si je recueille votre confiance, je mettrai cette expérience, ces compétences et ces convictions au service de l'INRA, à un moment où l'effort partagé et la solidarité nationale sont nécessaires, où les sciences de la vie ouvrent des perspectives remarquables, où l'on attend de la science qu'elle irrigue la formation et l'innovation, et de la recherche agronomique qu'elle contribue à l'émergence d'une bioéconomie.

La recherche agronomique est au coeur d'enjeux majeurs. Au XXI^e siècle, nos sociétés doivent relever trois défis : assurer la sécurité alimentaire pour neuf milliards d'êtres humains, devenus majoritairement urbains ; préserver les ressources naturelles et l'environnement ; pallier la raréfaction et le renchérissement des ressources fossiles. L'interdépendance et la conjonction de ces trois défis en renforcent l'acuité et tous trois interpellent l'agriculture. Ils sont au coeur des enjeux du développement durable et d'une bioéconomie fondée sur les usages du carbone renouvelable, la connaissance des régulations écologiques et la conception de nouveaux systèmes agricoles et alimentaires. Les relever suppose de mobiliser une science qui soit à la fois excellente et pertinente, belle et utile.

Le domaine stratégique de la recherche agronomique est défini par un tripode : l'alimentation, condition première du bien-être des populations humaines et qui met en jeu un tissu d'industries agroalimentaires ; l'agriculture, qui recouvre un ensemble d'activités humaines, techniques et économiques, principalement dédiées à cette finalité alimentaire ; l'environnement, dont les ressources et milieux sont indispensables à l'agriculture et dont il convient de préserver la qualité et les fonctionnalités pour les générations futures. Ce domaine interagit avec d'autres : le climat, l'énergie, la chimie, la santé humaine, le développement périurbain. C'est cette vision de la recherche agronomique que j'entends promouvoir.

Le secteur agricole et agroalimentaire a un poids important dans l'économie et l'emploi : il est le premier secteur excédentaire de la balance commerciale nationale en 2011, mais c'est aussi un secteur fragile qui doit rester compétitif. L'agriculture et la sylviculture s'inscrivent dans les paysages et les territoires, ont une forte empreinte environnementale et rendent des services écologiques d'approvisionnement, de régulation, de support ainsi que culturels. L'INRA sera mobilisé pour élaborer de nouveaux modèles agricoles et de nouveaux systèmes alimentaires.

Par sa production scientifique, l'INRA est la deuxième institution de recherche mondiale en agronomie, la première en Europe. Depuis l'an 2000, l'Institut a accru le nombre de ses publications : plus de 3 800 en 2011 (+ 60% depuis 2000). Il a affirmé son leadership dans l'étude des flores du tube digestif et acquis une place privilégiée en Europe : il participe à 208 projets et coordonne ainsi l'initiative de programmation conjointe dédiée à la sécurité alimentaire et à l'adaptation de l'agriculture au changement climatique. Alors que l'on constate un regain mondial d'intérêt pour la recherche agronomique, qu'émergent de nouveaux acteurs scientifiques internationaux, en Chine, au Brésil ou en Turquie, et que des organismes plus académiques se réorientent dans cette direction en Grande-Bretagne ou en Allemagne, l'une de mes priorités sera de maintenir notre leadership.

Organisme public national, l'INRA est partie prenante du système national de recherche et d'innovation. Il dispose d'un patrimoine expérimental et d'infrastructures scientifiques dont la pérennité et le renouvellement sont essentiels. Avec son budget de près de 850 millions d'euros, ses 8 480 titulaires, ses 49 unités expérimentales et ses 200 unités de recherche, dont les deux tiers sont mixtes associant d'autres organismes, des universités, des écoles ou des instituts techniques, l'INRA est au coeur d'une communauté scientifique et technique qui accueille 1 800 étudiants et chercheurs étrangers et implique plus de 1 000 agents d'autres établissements. Je m'attacherai à faire vivre les missions nationales de l'Institut ainsi que son ancrage territorial.

Il incombe à l'INRA de produire des connaissances nouvelles au meilleur niveau, mais aussi de contribuer à l'innovation et à l'émergence de nouvelles ingénieries, d'éclairer les politiques publiques par la synthèse de connaissances et la prospective, d'assurer un vivier d'experts pour des agences dédiées, de participer à la formation et à la diffusion des connaissances, de s'engager dans les débats sociétaux. Je veillerai à ce que l'Institut continue à remplir pleinement ces missions.

Depuis 2004, son président directeur général assure à la fois son pilotage interne, la présidence du conseil d'administration et les relations avec la puissance publique et la société. Ses priorités ont été fixées par son contrat d'objectifs 2012-2016 sous-tendu par le document d'orientation 2010-2020.

Ma première ligne d'action concernera l'ingénierie de la production scientifique. Je souhaite améliorer la qualité et l'impact des productions de l'Institut, qu'elles soient académiques ou tournées vers les usagers de la recherche - c'est la clé de son leadership et du respect dont il bénéficie aujourd'hui.

Je garantirai les compétences de l'INRA, son aptitude à explorer de nouveaux domaines pour aller de la découverte jusqu'aux applications. Je développerai sa capacité de programmation sur les grands enjeux scientifiques, technologiques, économiques, sociaux ou environnementaux. Je prolongerai les grands programmes en y associant davantage nos partenaires. Je consoliderai les infrastructures scientifiques collectives de l'Institut qui fondent son originalité, son efficacité et son attractivité. Je veillerai à la mise en place des deux démonstrateurs préindustriels (tube digestif, biotechnologies blanches) et des infrastructures nationales sélectionnées dans le cadre des investissements d'avenir que vous avez évoqués.

Ma deuxième ligne d'action consistera à promouvoir la recherche agronomique dans différents écosystèmes : un organisme public de recherche finalisée se définit aussi par ses partenariats. Accroître l'efficacité et le rayonnement de la recherche agronomique dans les écosystèmes de recherche et d'innovation, aux échelles locale, nationale et internationale constitue un enjeu majeur.

Tout en maintenant son engagement en Europe, je poursuivrai l'internationalisation de l'INRA en prenant appui sur les grands programmes et la montée en puissance d'Agreenium, consortium de recherche et de formation agronomique et vétérinaire tourné vers l'international et qui rassemble le Cirad, l'INRA et plusieurs écoles d'ingénieurs, en privilégiant les collaborations avec les grands opérateurs de l'Institut et dans certaines régions du monde, notamment la Méditerranée ; en amplifiant l'implication de l'INRA dans des initiatives de grande portée, à l'image de ce qui a déjà été fait dans le cadre de l'alliance globale de recherche sur les gaz à effet de serre en agriculture, ou de la *Wheat Initiative*, lancée par le G20 et coordonnée par l'Institut en lien avec le BBSRC, son homologue britannique, et le CIMMYT.

J'impliquerai aussi l'INRA afin de structurer le système national de recherche et d'innovation : il contribuera aux alliances nationales de recherche, tout particulièrement à AllEnvi, dédié à la recherche environnementale. Je souhaite développer une politique territoriale, respectueuse des missions des uns et des autres.

Enfin, l'Institut continuera à jouer son double rôle de pionnier et de garde-fou avec tous les acteurs des filières, des territoires et du développement agricoles - instituts techniques, coopératives, chambres d'agriculture - et aux entreprises de taille intermédiaire (ETI). Nous prendrons appui sur des instruments existants, sur les trois instituts Carnot récemment créés et sur le consortium de valorisation thématique d'AllEnvi. La collaboration avec l'INRA doit être un facteur de compétitivité pour ses partenaires. Avec nos concitoyens engagés dans, le secteur associatif de la consommation et de la protection de l'environnement, je développerai les sciences participatives afin de les impliquer davantage à nos travaux.

Je privilégierai les contacts directs, le respect mutuel, le dialogue, la solidarité collective dans la mise en oeuvre des choix et des décisions. Je tirerai parti des idées et des initiatives individuelles, je favoriserai les formes collégiales de gouvernance et veillerai à simplifier le fonctionnement de l'INRA, afin de garantir la cohérence et la mobilisation de la communauté de travail dans un contexte exigeant où la cohésion est un facteur de réussite. Il est nécessaire de moderniser notre gestion pour que les ressources contractuelles contribuent à financer la dimension collective de nos activités.

L'INRA doit donner aux Français l'envie de comprendre la science, à ses partenaires l'envie de collaborer, et aux techniciens, ingénieurs et chercheurs l'envie de rejoindre l'Institut.

Voilà la vision de la recherche agronomique, des missions et de la place de l'INRA que je me propose de porter dans le cadre des assises de l'enseignement supérieur et de la recherche, et tels sont mes engagements, si je suis nommé à la tête de l'INRA.

Mme Renée Nicoux. - Merci pour cette présentation complète et intéressante. Comment concilier recherche sur les PGM et maintien de la biodiversité ? Je pense tout particulièrement aux abeilles. Comment rendre plus accessibles les travaux de l'INRA ? Les Français souhaitent être éclairés.

M. Pierre Hérisson. - Les agences de l'eau présentent le dixième programme aux comités de bassin. L'agence Rhône-Méditerranée et Corse dispose de 3,6 milliards d'euros pour le programme 2013-2017, dont - c'est du jamais vu - un milliard pour la protection des milieux aquatiques. Cependant, à Thonon-les-Bains, on s'inquiète d'une possible réduction des crédits. Pouvons-nous compter sur votre soutien si de nouvelles ponctions sur les unités de recherche étaient envisagées ?

M. Daniel Raoul, président. - Vous craignez une récurrence ?

M. Claude Bérit-Débat. - Vous voulez développer une politique plus proche de nos territoires. Avec quels moyens ?

Mme Élisabeth Lamure. - Nous sommes fiers que l'INRA soit le deuxième institut au monde. Vous avez évoqué des partenariats avec des instituts étrangers : pouvez-vous nous en dire plus ? J'aimerais en particulier savoir quels sont vos points d'accord ou de désaccord.

M. Gérard César. - Si vous êtes nommé, sur qui allez-vous vous appuyer ? Comment fonctionne le conseil d'administration de l'INRA ?

Que s'est-il passé à Colmar ? Un protocole avait été signé avec toutes les parties prenantes et nous n'avons pas apprécié le saccage des plants de l'INRA.

En tant que responsable du groupe viticole, je souhaite connaître votre avis sur le court-noué et sur la flavescence dorée. Travaillez-vous avec la protection des végétaux, ou du moins ce qu'il en reste ?

M. Michel Bécot. - Dans quelques années, la terre devra nourrir 9 milliards d'habitants. Comment relever ce défi sans PGM ?

Pourquoi n'est-il pas possible de mettre en place des retenues d'eau en hiver pour éviter de puiser dans les nappes phréatiques l'été ?

M. Alain Chatillon. - Le pôle de compétitivité AgriMip sud-ouest innovation, que je préside, a été mis en place avec l'INRA. Nous avons aujourd'hui deux interlocuteurs à Toulouse et à Bordeaux. Allez-vous continuer à collaborer avec les pôles de compétitivité ? La France a besoin de regrouper les PME alors que les ETI, dont vous avez parlé, disposent souvent de leur propre service de recherche. Les pôles de compétitivité pourraient être une bonne interface.

M. Daniel Raoul, président. - Je suis d'accord avec vous, d'autant que j'ai moi aussi un pôle de compétitivité du végétal spécialisé. Les PME forment un remarquable tissu d'obtenteurs.

M. Gérard Bailly. - Durant deux années, j'ai suivi des stages d'immersion à l'INRA. Avec Renée Nicoux, je réfléchis pour la Délégation à la prospective sur l'avenir des campagnes à l'horizon 2030-2040. Nous avons déjà beaucoup auditionné. Vous êtes passé un peu vite sur l'agriculture et sa compétitivité. Les Allemands et l'Amérique du Sud ont pris des parts de marché importantes. Que pense l'INRA de l'agriculture française ? Quels sont ses atouts ?

M. Jean-Jacques Mirassou. - Quel rôle l'INRA pourrait-il jouer pour aider l'opinion publique à y voir plus clair en matière d'OGM ? Ceux qui ne sont pas initiés ont l'impression qu'on dit tout et son contraire. Comment trouver le juste milieu entre scientisme et obscurantisme ?

M. Martial Bourquin. - Pensez-vous que l'agriculture française et européenne peut se moderniser tout en préservant l'environnement ? Les OGM sont-ils inéluctables ?

M. Joël Labbé. - En suivant la mission d'information sur les pesticides, j'ai constaté un défaut de contre-expertises indépendantes et publiques des autorisations de mise sur le marché (AMM) de molécules. L'INRA pourrait-elle assurer ce rôle, tout en respectant les secrets de fabrication ?

M. François Houllier. - Ces nombreuses questions témoignent de votre intérêt.

Il y a une attente sur nos travaux : nous modernisons notre site internet pour présenter nos grandes thématiques de façon plus pédagogique. L'INRA doit donner des informations sur ses travaux et sur leurs résultats. Que fait-il sur les abeilles, sur les sols ou sur l'eau ? Il est important de dire ce que nous faisons, ce que nous savons, ce que nous trouvons.

A Colmar, nous avons consulté très en amont toutes les parties prenantes : nous avons adapté nos protocoles en fonction des remarques faites. Nous avons été transparents en désignant les 35 m² qui ont été arrachés. Cette action nous a choqués et nous avons porté plainte.

Après avoir sollicité son comité d'éthique au début des années 2000, son conseil scientifique en 2005 et son conseil d'administration en 2007, l'INRA a arrêté sa politique en matière de PGM : l'Institut se doit d'être compétent sur un tel sujet, mais aussi pertinent : il n'a pas à mener des expériences déjà réalisées par l'industrie. En revanche, il peut se pencher sur divers sujets comme les mauvaises herbes résistantes aux herbicides. Le coton OGM en Chine peut favoriser la biodiversité en évitant des pesticides. Il y a des pistes sérieuses de fixation bactérienne de l'azote pour les céréales. L'Institut devra être parcimonieux, parce que la société ne souhaite pas travailler sur ces sujets. Aussi devons-nous être clairs et transparents, rendre compte de nos travaux. De plus, il y a des voies alternatives pour accélérer le progrès génétique : la sélection génomique accélère les procédés usuels d'amélioration des plants. Sur le blé, mais aussi sur les bovins, des recherches sont menées en ce sens.

L'INRA, qui n'est pas le seul à intervenir dans les milieux aquatiques, a des unités de recherche, notamment à Thonon-les-Bains, à Rennes à Saint-Pée sur Nivelle. A Thonon, il y a eu des départs, mais aussi des recrutements qui nous permettent d'équilibrer les compétences de nos collaborateurs. Je vous incite à visiter cette belle station. Une jeune chercheuse a d'ailleurs failli être lauréate au Conseil européen de la recherche.

L'INRA est profondément ancré dans les territoires avec ses dix-huit centres et ses 100 stations; c'est pourquoi il souhaite travailler avec tous ses partenaires. En 2004, l'Institut a élaboré des schémas de centre pour déterminer la politique de chacun des sites. Il vient de les réactualiser afin de mettre en place avec nos partenaires des politiques de site, des espaces de projets collaboratifs.

Une quinzaine de pôles de compétitivité interviennent dans le domaine de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt. Nous travaillons avec ces pôles, notamment avec celui de M. Alain Chatillon, qui est très actif dans un ensemble qui fait sens. Quand nous avons créé le GIS Biotechnologie verte pour développer l'agriculture, les organismes publics de recherche, des instituts techniques, des entreprises semencières et trois pôles de compétitivité nous ont rejoints.

La gouvernance de l'INRA est collégiale et la présence du directeur délégué à mes côtés montre mon attachement à ce mode de fonctionnement. Des directeurs scientifiques font partie du collège de direction. Le conseil d'administration est l'organe qui décide. Si je suis nommé, une de mes premières tâches sera de rencontrer les administrateurs pour savoir quelles orientations ils souhaitent nous voir suivre.

Nous travaillons sur le court-noué et sur la flavescence dorée. Nous espérons pouvoir diffuser d'ici deux ou trois ans des variétés avec des résistances polygéniques obtenues par voie conventionnelle et réduisant sensiblement l'usage des fongicides.

Nous sommes passés en 50 ans de 3,5 à 7 milliards d'habitants et nous avons augmenté la production agricole. Nous pourrions nourrir 9 milliards d'êtres humains en 2050, à condition de limiter les pertes et les gaspillages, de modifier nos régimes alimentaires et, si l'on veut préserver les écosystèmes naturels, il sera inévitable d'augmenter les rendements pour éviter de réduire les écosystèmes naturels. Enfin, les régions n'étant pas toutes bien loties en matière agricole, le commerce devra se développer. Nous réussirons en jouant de tous ces leviers. A ce titre, même si l'INRA ne travaille actuellement pas sur les PGM, il se doit d'être attentif aux travaux menés à l'étranger, notamment en Chine et en Grande-Bretagne.

En ce qui concerne l'expertise des molécules mises sur le marché, chacun doit tenir son rôle. Nous avons obtenu des résultats de recherche sur les abeilles. Il existe des agences de l'expertise : à elles de les conduire de façon indépendante, même si nous constituons un vivier d'experts. Il y a quelques années, nous avons élaboré une charte de l'expertise, pour répondre aux questions de notre tutelle et organiser l'implication de nos chercheurs dans ces agences. Il faut trouver le juste équilibre entre les positions des uns et des autres.

L'avenir des campagnes a fait l'objet, il y a quelques années, d'une prospective sur la nouvelle ruralité. Notre position est claire : si on veut une agriculture en France, elle doit être compétitive. Cela pose deux questions, celle du coût de la main-d'oeuvre et des distorsions de concurrence, et celle de l'organisation des filières, domaine dans lequel nos marges de progression sont très sensibles. Notre excédent commercial, qui repose sur les produits de terroir ou de base comme les céréales, est très fragile. Nous y travaillons avec nos collègues économistes. Nous élaborons aussi un projet structurant les pôles de compétitivité sur toute la filière laitière avec nos collègues de Rennes.

Nos partenariats avec l'étranger sont nombreux : en Europe au titre du programme cadre, avec l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Espagne, et avec le reste du monde. Les grands programmes sur l'adaptation au changement climatique ou sur la métagénomique sont le principal support de ces collaborations. Nous travaillons si possible avec des acteurs publics homologues au nôtre, comme l'Agricultural Research Service américain. Nous les avons rencontrés avec nos collègues britanniques à Toulouse, récemment. Au total, 46 % de nos publications sont effectuées avec des collègues étrangers, et 27 % avec des collègues européens.

Mme Elisabeth Lamure. - Avez-vous avec certains instituts dans le monde, des désaccords profonds ?

M. François Houllier. - Nous sommes d'accord sur les grands objectifs, mais certains sont plus spécialisés, l'INRA étant sans doute l'organisme le plus équilibré : agriculture, alimentation et environnement y tiennent une part à peu près égale. D'autres sont plus académiques, les universités par exemple, et d'autres plus appliqués, souvent les plus proches de l'industrie, comme au Brésil. Avec eux, nous sommes prudents. Nous repérons ceux qui ont la même valeur ou définissons des segments correspondant à des biens publics.

M. Gérard César. - La France importe 85 % de protéines, qu'en pensez-vous ?

M. François Houllier. - C'est ennuyeux à double titre : ce taux est trop élevé, et l'agronomie en souffre. Les espèces qui produisent des protéines fixent l'azote et jouent un rôle positif dans l'assolement, c'est pourquoi il est important de poursuivre la recherche sur les légumineuses. Quoique l'économie française utilise peu de protéagineux, nous avons maintenu en France une recherche sensiblement supérieure à celle de nos partenaires européens, et ce, dans un contexte défavorable. Nous avons un projet d'investissement d'avenir à Dijon : Pea-MUST. J'y reviens, notre rôle se limite à la recherche, nous ne sommes pas responsables des mesures déterminantes dans le choix des producteurs.

M. Daniel Raoul, président. - Je vous remercie. Votre présentation a suscité de nouvelles questions. Nul doute que nous aurons l'occasion de nous revoir.

Puis la commission procède au vote à bulletin secret sur la candidature de M. François Houllier, candidat à la présidence de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA).

- Présidence commune de M. Daniel Raoul, président et de M. Raymond Vall, président de la commission du développement durable -